

**ARRÊTÉ DU MAIRE N°2023-032/U**

**De non-opposition à une déclaration préalable  
au nom de la commune de Soucieu-en-Jarrest**

Le Maire de la commune de SOUCIEU-EN-JARREST,

*Vu* la déclaration préalable présentée le 04/05/2023 par Monsieur PROST Alain demeurant 9 rue du Moulin à vent 69510 SOUCIEU-EN-JARREST, enregistrée sous la référence DP 069 176 23 00045 ;

*Vu* l'objet de la déclaration :

- Pour une division en vue de construire,
- Sur un terrain situé 15 rue du Moulin à Vent 69510 SOUCIEU-EN-JARREST (parcelle AD0338),

*Vu* le Code de l'urbanisme;

*Vu* le PLU de la commune, approuvé le 19/12/2018,

**ARRÊTE****Article 1**

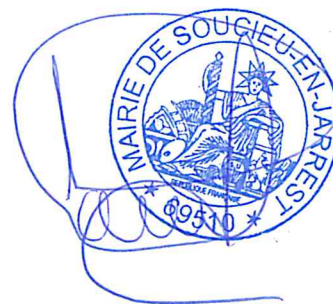
Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable sous réserve du respect des prescriptions mentionnées à l'article 2.

**Article 2**

Le projet devra obligatoirement respecter le zonage pluvial de la commune.

Fait à Soucieu-en-Jarrest, le 26 mai 2023

Le Maire,  
Arnaud SAVOIE



*La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

Publié le : **3 0 MAI 2023**

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux : cette démarche peut être effectuée sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

En application du décret N°2004-112 du 12/02/2004, le pétitionnaire peut contester le refus de visa conforme de l'Architecte des Bâtiments de France auprès du Préfet de région par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans le délai de 2 mois à compter de la notification de la présente décision. Le Préfet de région se prononce dans un délai de 3 mois après consultation de la section de la commission régionale du patrimoine et des sites.